

Toutes les raisons pour soutenir la base commune *L'ambition communiste pour de nouveaux « Jours heureux »*

Le « *néolibéralisme* » est une pensée politique puissante mondialisée, une idéologie qui s'est structurée dépassant les seules questions économiques. Cette conception se fonde sur le postulat que les êtres humains ne sont pas égaux entre ceux jugés *aptes* et les moins *aptes* relégués à l'exclusion voire à l'élimination. Doctrine qui justifie alors la domination des populations par une élite au profit d'une poignée, censée disposer biologiquement de « *talents* »... Dans cet ordre d'idée, les conflits, la concurrence pour la vie entre les êtres humains sont intrinsèques à *la sélection congénitale* des plus aptes capables de s'adapter aux lois « *naturelles* » du marché.

L'État, les pouvoirs publics et les institutions européennes ont alors vocation à *soustraire l'ordre du marché à toute interférence démocratique visant la justice sociale*.

Dans ce schéma de pensée, il n'y a plus aucune place aux dispositifs de protection sociale (Sécurité sociale, retraite...), au Droit, aux garanties collectives (Code du travail, conventions collectives...) et bien sûr aux organisations syndicales et politiques n'adhérant pas au « *There is no alternative* » professer par les tenants du libéralisme.

Cette pensée est la matrice de la guerre idéologique engagée en France à partir des années 1980 visant l'imprégnation des esprits aux thèses néolibérales. Et l'entreprise, les lieux de travail en ont été depuis les principaux champs de bataille avec notamment, la mise en œuvre d'*un management* au service de l'idéologie capitaliste.

En corollaire, ce sont des organisations du travail fondamentalement politiques ayant pour conséquences l'explosion des collectifs de travail, l'isolement des travailleurs, la mise en concurrence accrue des salariés... La religion du « *marché* » efface toute contradiction d'intérêt et chacun devient un « *collaborateur* » assujéti aux décisions des managers. Le syndicalisme de combat, la forme « *parti* » politique est alors relégué au passé pour un monde sans organisation, tolérant une « *démocratie horizontale* » dès lors, où elle n'affecte pas le cadre libéral prédéfini.

Le tout s'accompagne d'un processus d'infantilisation avec « *une culture* » réduite aux loisirs, aux jeux visant à ce que chacun s'en remette à l'élite, aux dirigeants d'entreprises qui dans les faits, managent les politiques publics. C'est en quelque sorte « *une mise hors circuit de l'intelligence collective* ».

Le tout constitue un mécanisme pour engendrer clairement « *la dépolitisation de la société pour mieux politiser le pouvoir* » (*Carl Schmitt, juriste nazi Allemand*). Or, l'injustice sociale, l'isolement, l'absence de perspective... Conduisent au repli sur soi, au ressentiment et cette violence est captée par les fascistes et démagogues de tous poils pour être dirigée vers des boucs émissaires.

Pour autant, les idées progressistes demeurent majoritaires dans le pays. Les salariés ne se soumettent pas, ils résistent mais de manière individuelle, consciemment ou non, et ils mettent toute leur humanité pour faire au mieux leur travail et de plus en plus souvent au détriment de leur santé.

Or, nous savons que pour agir, il faut penser. Et pour penser, il faut rompre l'isolement, reconstituer les collectifs de travail dans l'entreprise, les services publics prenant en compte les dimensions individuelles et collectives. Il y a donc nécessité de réinvestir les lieux de travail pour apporter des éléments de réflexion à la discussion, pour apporter du contenu politique qui parte du réel de ce que vivent les travailleurs et développer ainsi la délibération collective permettant de construire du commun.

Sur cette base, le PCF à la responsabilité politique d'être un élément constitutif, la cheville ouvrière des luttes dans et hors de l'entreprise, d'ouvrir des perspectives, le droit à l'utopie et donc de l'espoir pour d'autres possibles.

Des conditions nécessaires à réunir pour sortir d'un rassemblement des forces de gauche de sommet au contenu cacophonique centré sur les échéances électorales. Un rassemblement de gauche prenant appui sur un mouvement populaire de masse permettant l'exercice du pouvoir au profit du bien commun des populations.

A mon sens, c'est ce que propose le Conseil National avec la base commune *L'ambition communiste pour de nouveaux « Jours heureux »*, et qui mérite d'être très majoritairement soutenu par les communistes appelés à se prononcer les 27, 28 et 29 janvier prochain.